

Fermeture de GAD : un plan alternatif sera proposé au tribunal fin septembre

La crise de la filière porcine plane toujours au-dessus du groupe d'abattage de porcs, GAD. En redressement judiciaire depuis février 2013, le tribunal de commerce de Rennes a prolongé la période d'observation du site jusqu'au 16 octobre prochain. Une décision "*plutôt rassurante*" pour les syndicalistes et les élus qui y voient un délai supplémentaire pour donner un avenir au millier de salariés risquant de perdre leurs emplois. Jean-Marc Puchois, maire de Lampaul-Guimiliau se dit « *plutôt positif* ». « *Mon rôle est d'être aux côtés des salariés. La communauté de communes est en train d'élaborer un plan alternatif pour sauver cet outil. Il devra être accepté par le tribunal de commerce de Rennes et bouclé le 18 septembre* » a déclaré l'élue avant d'ajouter : « *Notre projet ne consiste pas à enclaver Josselin ni à se mettre en travers ce que veut faire la CECAB. Mais 2 millions de porcs sont élevés à 30 km de l'abattoir de Lampaul. Ce serait aberrant de leur faire parcourir 200km pour les conduire à l'abattoir de Josselin (56)* ».

La CECAB, principal actionnaire du groupe GAD, prévoit elle aussi un plan de continuation. Celui-ci consiste notamment à fermer le site de Lampaul-Guimiliau pour concentrer la production sur l'abattoir de Josselin (56). Quant à l'éventuel projet de création d'une SCOP (société coopérative et participative, ndlr) annoncé par les syndicats pour gérer le site de Lampaul-Guimiliau, « *je ne suis pas anti-scop, c'est une solution donnée aux entreprises. Mais aujourd'hui, ce type de fonctionnement n'est pas approprié à la situation: il ne présente pas de solution suffisamment solide et viable pour la gestion du site de Lampaul-Guimiliau* » estime le maire.

Une lueur d'espoir

Du côté des syndicats, les deux mois de sursis sonnent comme un soulagement. « *On est plutôt contents. Un espoir d'une éventuelle reprise est né pour les salariés du site Lampaul-Guimiliau. Pour l'instant, même si nous n'avons pas d'informations quant aux repreneurs potentiels, ça travaille* » explique Olivier Le Bras, syndicaliste central de Force Ouvrière dans le Finistère. Quant à la possibilité de concentrer la production sur le site de Josselin, « *nous sommes persuadés que ce n'est pas cela qui va sauver le groupe* » déplore le syndicaliste.

La fermeture de l'usine de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) et l'abandon du siège social de Gad à Saint-Martin-des-Champs (Finistère) près de Morlaix sont également envisagés par la CECAB. Ces mesures strictes pourraient entraîner la suppression de 946 des 1 660 emplois de Gad. « *En 24 ans, la CECAB n'a pas réussi à faire gagner un centime à la filiale. Elle n'est pas en capacité de gérer la filière porcine en crise* ». Selon le syndicaliste, des industriels reconnus comme Bernard, Bigard, E.Leclerc notamment, seraient plus à même de gérer et redresser la situation.

L'ébranlement d'un pilier pour l'économie bretonne

Selon Jean-Marc Puchois, « *La filière porcine est actuellement sous les feux des projecteurs, mais ce n'est pas une guerre entre Lampaul et Josselin, ni entre le Finistère et le Morbihan, c'est un enjeu beaucoup plus important, c'est l'enjeu de la Bretagne* ». L'élu considère en effet que « *l'agriculture et l'agroalimentaire forment le pilier économique de notre région, si on nous enlève cela, nous ne sommes plus rien. L'administration bloque les producteurs bretons, il y a un problème dans l'abattoir mais aussi dans la production. La filière porcine est en crise, j'ai peur pour l'avenir.* »